

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Moyen-Orient & Afrique du Nord > Egypte > A gauche (Egypte) > **Egypte : Haitham Mohamedain accusé de « terrorisme contre l'Etat ». Il (...)**

Egypte : Haitham Mohamedain accusé de « terrorisme contre l'Etat ». Il doit être libéré

lundi 9 septembre 2013, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 7 septembre 2013).

Maître Ramy Ghoneim, chargé de la défense de l'avocat du travail Haitham Mohamedain (voir notre article en date du 5 septembre 2013), a rapporté aujourd'hui les chefs d'accusation, très lourds, adressés à l'encontre de Haitham Mohamedain.

Parmi ces différents chefs d'inculpation, M^e Ramy Ghoneim souligné les suivants :

« Vous êtes inculpé d'appartenance à une organisation clandestine dénommée Les Socialistes Révolutionnaires, d'être membre de sa direction, organisation dont le but est de nier l'autorité de l'Etat, d'agresser les citoyens et porter atteinte à la paix sociale.

Vous êtes inculpé de promouvoir par la parole et les écrits les buts mentionnés dans le premier chef d'inculpation et d'être en possession de publications incitant à la violence.

Vous êtes inculpé de tentative de changer le type de gouvernement par des moyens terroristes grâce à l'organisation que vous dirigez.

Vous êtes de même inculpé d'incitation et de participation à la destruction de biens, de services et d'institutions étatiques dans le but de nuire à la nation.

Vous êtes inculpé conjointement d'avoir incité et participé à l'occupation de bâtiments et de services publics.

Vous êtes inculpé d'avoir créé et dirigé les Socialistes Révolutionnaires qui fait de la propagande en faveur d'imposer la domination d'une classe sociale spécifique sur l'ensemble de la société et de renverser l'ordre social de l'Etat. »

Comme le souligne MENA Solidarity Network, cette inculpation fait partie d'une répression plus large contre les opposants de l'armée égyptienne. Des milliers de sympathisants des Frères musulmans ont été arrêtés et le pouvoir a commencé à arrêter et à menacer les militants du Mouvement révolutionnaire des jeunes du 6 Avril.

Le caractère de la répression en cours se concrétise entre autres par ce fait : le président du parquet qui a interrogé Haitham Mohamedain possède des pouvoirs de juge d'instruction et l'interrogatoire est mené sous les auspices du Tribunal de sûreté de l'Etat propre à l'état d'urgence déclaré par le gouvernement intérimaire d'Adly Mansour et d'Abel Fattah al-Sissi.

En 48 heures, un vaste mouvement de syndicalistes, d'avocats, de défenseurs des droits démocratiques, de militant·e·s à travers le monde a condamné l'arrestation de cet avocat du travail reconnu pour ses multiples activités, depuis des années, de défense des droits des travailleuses et travailleurs en Egypte. Ce mouvement exige la libération de Haitham Mohamedain.

Rédaction A l'Encontre

Vous pouvez vous associer à cette campagne en signant la déclaration suivante :

<https://docs.google.com/forms/d/14NF9GZMBHKnDCeJ993VCmDpQV7eexF4yXc66SAFUvzc/viewform>

Une mobilisation de défense qui aboutit à un premier succès

Selon les dernières informations, une manifestation a été organisée ce samedi 7 septembre au Caire devant le bureau du procureur général afin de demander la libération de Haitham Mohamedain. Tarek Shalabi a déclaré au quotidien en ligne *Ahramonline* : « *Les militaires ne visent pas seulement les islamistes. Ils poursuivront l'ensemble du front révolutionnaire, ce qui inclut les Socialistes révolutionnaires.* » Shalabi ajoute : « *L'Etat capitaliste ne craint rien de plus que les grèves ouvrières et pour cette raison ils ont arrêté quelqu'un comme Haitham.* »

La manifestation était appelée par les Socialistes révolutionnaires et soutenue par les Jeunes du mouvement du 6 Avril et par des personnalités connues. Une autre manifestation ce samedi a eu lieu à Alexandrie en face de la Cour de justice.

En outre, durant ces manifestations a aussi été réclamée la demande de libération d'un journaliste, Ahmed Abou Deraa, accusé d'avoir filmé des actions de l'armée dans le Sinaï.

La construction d'un front pour la défense des droits démocratiques face au pouvoir d'Al-Sissi et de l'armée est un élément consubstantiel à l'appui des luttes sociales.

A l'heure où nous mettons en ligne cet appel et cet article, la nouvelle suivante nous est communiquée : Haitham Mohamedain vient d'être libéré sans caution. Toutefois, l'inculpation reste, ce qui implique l'élargissement de la campagne demandant le retrait de toute inculpation.

P.-S.

* Publié par A l'encontre le 7 septembre 2013.